Les lycéens sont les victimes du mensonge égalitaire de l'école



CHANTAL DELSOL

Les lycéens de Mai 68 se sont laissé séduire par les fables maoïstes ou trotskystes, mais l'école républicaine leur avait donné une culture, analyse la philosophe*. Selon elle, les bloqueurs d'aujourd'hui paient le prix d'un mensonge plus grave : celui d'une école primaire qui couronne l'ignorance.

Les lycéens de Mai 68, imprégnés des balivernes de Mao ou Trotsky, étaient persuadés de construire le bonheur tout court ou les *« lendemains qui chantent »*, mais ils étaient aussi les produits de l'école républicaine. Et à ce titre, ils possédaient beaucoup de mots (trop ?), ils récitaient par cœur Aragon et Lénine (Ah ! *Matérialisme et empiriocriticisme* !). Une fois leurs délires apaisés, ils sont devenus rapidement les élites de la nation. Il leur a suffi pour cela d'arracher leur costume d'égarement, de changer de crémerie en quelque sorte. Sous la surface, il y avait une culture, un apprentissage de l'esprit. Le retournement s'est fait sans gloire, mais avec aisance.

Les lycéens d'aujourd'hui ont affaire à un bien autre mensonge, celui de Bourdieu, plus récent mais dans la même veine, qui ne cherche plus l'égalité parfaite à travers le renversement des institutions, mais à travers la destruction de la culture. Le niveau de culture suscite des inégalités. L'exigence dont faisait preuve l'école républicaine envers les élèves signifiait la croyance en la valeur du mérite – elle produisait Camus par l'apprentissage laborieux et astreignant de la culture. Dans l'école bourdieusienne, le mérite, parce qu'encore inégalitaire, est lui-même à exclure. Ainsi, l'ignorance se répand. Au premier jour des événements présents, des lycéens affairés à renvoyer un journaliste qui leur déplaisait n'ont trouvé pour lui parler que *« Nique ta mère »* et *« Fils de p… »*. C'est le vocabulaire du cyclope d'Homère. L'école bourdieusienne ne produit plus Camus, fils d'une analphabète, elle produit directement des analphabètes, au nom de l'égalité. Et les lycéens s'engagent derrière ce drapeau, au nom de l'égalité. En bref, aux lycéens on a servi des mensonges, autrefois comme aujourd'hui.

Mais le second mensonge, celui d'aujourd'hui, qui n'est qu'un héritier du premier, est cependant beaucoup plus grave, parce qu'il les saisit à l'aurore, il est au cœur, il commence à l'école primaire. Pour cette raison, il commet des dommages irréparables : quand on couronne l'ignorance dès le début (il suffit, par idéologie, de n'exiger aucun effort de l'enfant), alors il est presque impossible de réparer, parce que les dégâts sont faits dès l'âge même où tout se joue.

À l'époque de Mai 68, les élites socialistes et communistes tenaient le haut du pavé, interdisaient la publication des livres préjudiciables à leur courant, et le plus célèbre de nos intellectuels d'alors, Jean-Paul Sartre, pouvait clamer paisiblement que *« tout anticommuniste est un chien »*. Ainsi, la jeunesse avec naturel prenait pour emblème le *Petit Livre rouge* de Mao, ou adoptait les thèses de Trotsky ou de Lénine. Aujourd'hui, les troupes de LFI ont pris le relais pour répandre une idéologie égalitaire qui vise le même rêve, ou plutôt le même enfumage.

Le mensonge bourdieusien consiste à dire à l'enfant : l'accession des places au mérite est une injustice. La justice veut que tout le monde appartienne à l'élite (marchons un peu sur la tête, ça fait du bien, la vie est tellement triste). Donc vous serez tous reçus aux examens – le baccalauréat, et jusqu'au bac +5. C'est ça, la justice, et c'est ça, l'avenir, faute de quoi « il y a des violences légitimes ». Le mensonge en question est si répandu qu'il a envahi la publicité : *« on a tous droit au meilleur, au meilleur prix »*. On ne prend pas conscience que si le meilleur est partout, il n'existe plus, que si tous sont l'élite, il n'y a plus d'élite. Ou plutôt, on en prend conscience, et on sait bien que cela signifie : une société complètement égalitaire, celle des rêves socialistes qui finissent à Cuba, en Corée du Nord, au Venezuela (régime justement qu'affectionne Jean-Luc Mélenchon).

Au lieu d'être encouragés et astreints à travailler, les lycéens de 2026 sont sans arrêt victimisés. Ils sont victimisés parce qu'ils subissent les désastres climatiques, parce qu'ils ont vécu les confinements, parce que leurs lycées manquent de moyens, comme si les générations précédentes n'avaient pas chacune vécu ses problèmes et ses drames, la plupart du temps beaucoup plus tragiques. Ils sont victimisés en tant que « racisés », comme si la France n'était pas le pays qui octroie le plus d'allocations et de gratuité (santé, école) à tous les étages, et à tous ses citoyens même clandestins. Ils sont victimes de Parcoursup – qui (honte !) pratique une forme de sélection.

Les lycéens de Mai 68 étaient des ballots mais pas des victimes (ils avaient toute la culture qu'il fallait pour ne pas tomber dans les pièges mensongers de l'idéologie, ce qui s'est pourtant passé). Les lycéens d'aujourd'hui n'ont pas de raison d'être spécialement ballots : ils tombent dans les pièges idéologiques parce qu'ils n'ont pas de mots, et un esprit sans mots se laisse avaler par le premier requin qui passe. Eux sont des victimes parce qu'on n'a eu ni la volonté (pour les idéologues) ni le courage (pour la masse des autres, impressionnés par les idéologues) de faire preuve d'exigence pour les *élever*, ce que traduit le mot *élève*. S'ils sont à plaindre, ce n'est pas seulement parce qu'ils ont des horaires déplorables ou pas assez d'infirmières dans les lycées ou parce qu'ils manquent de papier à cabinet, mais surtout parce qu'on leur a fait croire qu'ils réussiraient tous et sans exigence aucune, et parce que ce sont eux, à n'en pas douter, qui vont payer ce mensonge au prix fort. Je vois un panneau dans une manif de mardi : *« on n'a pas envie de passer notre vie à la gagner »*, qui décrit à lui seul l'ampleur de l'illusion dont ils ont été bercés par des escrocs de la promesse.

Aujourd'hui, les défenseurs institutionnels du mouvement – LFI et ses supports – s'apparentent à Mao davantage qu'à tout autre souvenir. Mao soufflait sur les braises de la Révolution culturelle en appelant de ses vœux *« un grand chaos sous le ciel »* afin de *« tirer du grand chaos un ordre suprême »* (admirons le génie inventif ! une pensée respectueuse et admirative pour Yang Jisheng et son histoire monumentale de la Révolution culturelle, *Renverser ciel et terre*). Il fallait briser tout ce qui restait d'inégalitaire dans l'ancien monde. Là où la réalité résiste à la volonté égalitaire, il faut la détruire. On incendie les lycées, et on s'en prend aux enseignants eux-mêmes : chez nous, depuis une semaine, plus de soixante enseignants, proviseurs, surveillants, ont été violemment pris à partie par des élèves, rappelant les pages les plus ignobles des descriptions de Jisheng. Les groupes de lycéens fanatisés commencent par mettre le feu aux poubelles puis s'approchent des enseignants et au lieu de leur parler (ils n'ont pas de mots ! ne jamais oublier ça !), les tabassent ou leur jettent de l'essence. *« Vous avez raison, c'est puissant ce que vous faites »*, affirme Jean-Luc Mélenchon. Tout ce qui s'oppose au mensonge égalitaire est frappé d'infamie, et on n'a jamais autant entendu de voix pour réclamer l'interdiction des écoles privées, encore capables de cette vertu oubliée des éducateurs : l'exigence. Supprimer ce qui fonctionne pour qu'on ne puisse pas, par comparaison, percevoir le désastre du système régnant : c'est la seule solution qui reste au charlatan traqué. ■

** Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, elle a récemment publié « La Tragédie migratoire et la Chute des empires » (Odile Jacob, 2026).*

» Lire aussi PAGES 2, 3 ET 4

« En France, sortir du travail c'est accéder à une sorte d'état de noblesse »



■ POUR QUE NOS ENFANTS VIVENT MIEUX QUE NOUS D'Antoine Foucher, Éditions de L'Aube, 208 p., 18 €.



DESSINS FABIEN CLAIREFOND

ANTOINE FOUCHER

Dans son nouvel essai, *« Pour que nos enfants vivent mieux que nous »* (L'Aube), le spécialiste des questions sociales* propose un plan ambitieux pour le redressement du pays : les actifs travailleraient davantage que leurs parents et les retraités auraient le même niveau de vie que les retraités européens.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Anne de Guigné

LE FIGARO. – Vous consacrez un chapitre de votre ouvrage au décrochage éducatif de la France. Les derniers résultats du classement Pisa vous ont largement donné raison. Avez-vous été surpris par l'ampleur de la chute ?

Antoine FOUCHER. – Malheureusement, non. Les résultats s'inscrivent dans la continuité des vingt dernières années. Le déclassement de l'école française se poursuit : nous sommes désormais à la 27e place, alors que nous étions à la 10e en 2000. À l'échelle européenne, l'école française n'est plus une bonne école. Contrairement à ce qu'on pense, ce ne sont pas les élèves en difficulté qui tirent la moyenne vers le bas. Toutes les catégories d'élèves décrochent : les 10 % des meilleurs élèves français sont moins bons que les 10 % des meilleurs élèves dans 25 autres pays de l'OCDE. C'est logique : non seulement nous avons des problèmes pédagogiques et organisationnels, mais en plus nous maltraitons collectivement l'éducation depuis trente ans. Alors que nous avons le plus haut niveau de dépenses publiques de l'OCDE, nous sommes carrément en dessous de la moyenne sur les dépenses d'éducation ! Conséquence : il y a plus d'élèves par classe en maternelle, au primaire et au collège. Et les professeurs sont rémunérés 15 % à 20 % en dessous de la moyenne de l'OCDE. La France forme aussi moins ses enseignants, avec un maximum de deux jours de formation par an, contre trois semaines dans les pays les plus performants.

Au-delà de l'éducation, vous diagnostiquez un décrochage économique, technologique et, finalement, social en France. Quelles sont les racines de cet affaissement ?

Le décrochage peut être résumé par un fait nouveau : notre niveau de vie est désormais inférieur à la moyenne européenne, ce qui est inédit. Je tente d'expliquer la situation par trois choix constants depuis cinquante ans. D'abord, l'obsession pour la retraite, sa durée et son niveau, qui a absorbé 90 % de l'augmentation de nos impôts et dépenses publiques depuis 1975. La retraite accomplit nos deux passions nationales, la passion révolutionnaire de l'égalité et la passion aristocratique du statut. Travailler en France, c'est entrer dans un monde hiérarchisé et inégalitaire. En sortir, c'est accéder à une sorte d'état de noblesse : ne plus avoir besoin de travailler pour être libre.

Et les deux autres choix français ?

Nous privilégions la consommation à la production. Cela se lit très clairement dans la fiscalité française, particulièrement lourde sur la production et particulièrement faible sur la consommation, notamment la TVA. Enfin, la rente est préférée au travail. En France, un adulte sur deux ne vit pas de son travail et, en moyenne, un euro sur deux touché par les ménages ne vient pas de leur travail. En 2024, sur la totalité des revenus touchés par les Français, 52 % étaient issus du travail, 29 % des prestations sociales et 19 % des revenus du patrimoine. Dans les discours, à droite comme à gauche, tout le monde défend, bien sûr, le travail. Mais, dans la réalité, dès qu'on propose de rééquilibrer la fiscalité entre le travail et les autres sources de revenus – retraites, revenus immobiliers et financiers, héritages, aides sociales… –, des oppositions se lèvent partout. Résultat : la fiscalité française incite chacun à gagner sa vie autrement qu'en travaillant.

Vous établissez un plan de redressement, qui passe notamment par une augmentation de la TVA et de la fiscalité sur l'héritage. Est-ce bien raisonnable dans un pays déjà si fiscalisé ?

Je ne propose pas d'augmenter la fiscalité, mais de la répartir autrement : moins sur le travail et la production, davantage sur les gros héritages et la consommation, notamment de produits importés hors d'Europe. Car si nous voulons redresser la barre, nous devons redevenir un pays de producteurs, d'innovateurs et de travailleurs, et avoir une fiscalité cohérente avec cet objectif. Quand on additionne les besoins d'investissement dans l'éducation, les compétences, la recherche, la transition énergétique, la défense, la santé, et qu'on y ajoute la baisse des prélèvements sur les travailleurs et la production, ainsi que la stabilisation de la dette, il faut trouver 330 milliards d'euros en rythme annuel.
Vu l'ordre de grandeur, on devra toucher à notre idéal des retraites, avec un nouveau pacte intergénérationnel : les actifs travailleraient davantage que leurs parents (46 ans de cotisation, au lieu de 42 aujourd'hui), et les retraités auraient le même niveau de vie que les retraités européens, soit 80 % du niveau de vie des actifs, contre 100 % aujourd'hui. Ce nouveau pacte dégagerait, à l'horizon de dix ans, 200 milliards par an, qu'il faudrait compléter par 50 milliards d'euros de TVA supplémentaires ciblés sur la production extra-européenne et la mise en place d'un plancher de 20 % sur les plus gros héritages, hors biens professionnels, rapportant environ 60 milliards d'euros. Ces évolutions acteraient la bascule de notre idéal contemporain, centré sur les retraites, vers un nouvel idéal : que nos enfants vivent mieux que nous.

S'occuper de nos enfants : qui serait contre ? De là à faire de cette préoccupation la dernière matrice politique capable de nous rassembler, nous, les Français, n'est-ce pas un peu réducteur ?

Peut-être, mais je n'ai rien de mieux à proposer ! Dans notre histoire, nous avons eu trois passions universelles : la religion, la civilisation et la politique. Nous en sommes revenus : nous ne voulons plus organiser notre vie collective à partir d'une croyance religieuse, nous ne pensons plus que notre civilisation a vocation à s'imposer au monde entier et nous savons que la politique ne changera pas la condition humaine. Que nous reste-t-il ? Tenir debout et ensemble avec cette lucidité inconfortable, en faire notre raison de vivre collective, et préparer l'avenir de nos enfants. Ce serait notre vocation universelle au XXIe siècle : démontrer au reste du monde qu'on peut vivre librement et pacifiquement sans avoir besoin de transcendance, sans passions religieuses, nationalistes ou impérialistes. Et puis, disons-le autrement : si nous ne sommes pas capables de faire les efforts nécessaires pour préparer l'avenir de nos enfants, ne sommes-nous pas déjà morts moralement ?

Discutez-vous de vos propositions avec les candidats à la présidentielle ?

Je vois beaucoup de candidats du bloc central qui s'intéressent particulièrement aux propositions autour de la rémunération du travail. Mais c'est un travail de longue haleine : on ne change pas d'idéal collectif en quelques mois, ni même en quelques années. ■

**Antoine Foucher est un ancien directeur de cabinet de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, de 2017 à 2020. Il dirige aujourd'hui le cabinet Quintet. Il vient de publier « Pour que nos enfants vivent mieux que nous » (L'Aube).*

U033475 1208545